

6 International

La Chine incarcère les Ouïgours en masse

ASIE Au Xinjiang, des centaines de milliers de musulmans ont été enfermés dans des camps de rééducation. Ils y sont endoctrinés, sans savoir quand ils pourront en sortir. Les récalcitrants sont torturés

JULIE ZAUGG, HONGKONG

La mère de Murat Harri Uyghur n'avait jamais oublié son anniversaire. Lorsqu'elle ne l'a pas appelé pour ses 32 ans, en avril 2017, ce médecin ouïgour vivant en Finlande a tout de suite su que quelque chose clochait. «Son portable était éteint, relate-t-il. Quand j'ai contacté mon père, il semblait effrayé et m'a dit que ma mère était partie étudier le chinois dans une école.» Il est interloqué: sa mère parle parfaitement le mandarin. Il finit par apprendre qu'elle a été internée dans un camp de rééducation.

En janvier 2018, son père disparaît à son tour. Puis un cousin, qui vient de rentrer de Turquie. «Il est mort dans le camp, dit Murat Harri Uyghur. Lorsque ses parents ont récupéré son cadavre, il était enveloppé dans un linceul. Ils ont dû l'enterrer le jour même, sans avoir pu pratiquer d'autopsie.» Personne ne sait comment il est décédé. «Il avait 23 ans et était en bonne santé», relève le jeune homme. Il craint le pire pour ses parents. «Je n'ai aucune nouvelle, soupire-t-il. Mon père a du diabète et ma mère s'est fait opérer d'une tumeur juste avant son incarcération.»

Installations secrètes

La famille de Murat Harri Uyghur a été prise dans un système d'incarcération de masse mis en place par la Chine au Xinjiang, une province à majorité musulmane, à partir du printemps 2017. Entre 200000 et 1 million de personnes sont internées dans des camps de rééducation dans cette région de 21 millions d'habitants, a calculé l'Allemand Adrian Zenz, le chercheur qui a effectué l'étude la plus poussée sur ces internements. Certaines de ces installations – dont le gouvernement nie l'existence – abritent jusqu'à 6000 prisonniers.



Dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang, des agents de sécurité chinois surveillent la sortie de la mosquée de Kashgar. (JOHANNES EISELE/AFP PHOTO)

«Ce qui se passe au Xinjiang est sans précédent, note le chercheur. Il y a davantage de gens incarcérés que durant l'ère des camps de travail, abolis en 2013. Leur détention se déroule entièrement en marge du système légal.» Ils n'ont pas accès à un avocat, ne sont pas formellement condamnés et ne savent pas quand ils seront libérés. «La dernière fois que la Chine s'est lancée dans une campagne de rééducation de cette ampleur, c'était durant la Révolution culturelle, il y a 50 ans», souligne-t-il.

Les quartiers ouïgours d'Ürümqi, la capitale de la province, sont désormais désertés. «Presque tous les hommes âgés de 15 à 55 ans ont été incarcérés», dit Darren Byler, un anthropologue expert du Xinjiang. Tout peut devenir prétexte à une arrestation. «Le fait de fréquenter une mosquée, de porter une barbe ou le voile, de voyager, d'avoir de la famille à l'étranger et même de télécharger de l'art ouïgour sur son téléphone», détaille Tayir Imin, un intellectuel ouïgour qui a récemment fui aux États-Unis.

«On nous a rapporté des cas de privation de sommeil et de menottage dans des positions de stress»

WILLIAM NEE, AMNESTY INTERNATIONAL

Les artistes, les hommes d'affaires et les célébrités sont également ciblés. Le footballeur Erfan Hezim et le chanteur Ablajan Ayup, surnommé le Justin Bieber ouïgour, sont dans un camp. Murat Harri Uyghur ne sait absolument pas pourquoi ses parents, des fonctionnaires à la retraite, ont été arrêtés. «Ils n'étaient pas religieux, dit-il. Mon père buvait de l'alcool et ne priait jamais. Leur seul crime est d'être éduqués et d'avoir un peu voyagé.»

Dans les camps, les prisonniers sont soumis à une discipline militaire. «Ils doivent se lever tous les jours à l'aube, assister à la levée du drapeau et chanter l'hymne national», raconte Darren Byler. Ils passent ensuite 14 heures par jour en classe à étudier des textes de loi et les discours du président Xi Jinping, à répéter des slogans comme «Le parti nous a sauvés» ou «Nous sommes Chinois et pas musulmans» et à entonner des chants révolutionnaires. «On les force aussi à effectuer des séances d'autocritique et à dénoncer les écarts commis par les autres détenus», note Adrian Zenz.

Assimilation complète des minorités

Les plus zélés se voient octroyer des points leur permettant d'améliorer leurs conditions de détention. Ceux qui ne se plient pas aux ordres sont battus, privés de nourriture ou placés en détention solitaire. «On nous a rapporté des cas d'usage de chaises du tigre [des sièges métalliques qui permettent d'immobiliser les mains et les pieds d'un détenu, ndlr], de privation de sommeil et de menottage dans des positions de stress», indique William Nee, d'Amnesty International. Des rumeurs font état de violences sexuelles. Certains détenus auraient tenté de se suicider.

Ces camps sont la conséquence directe de la poigne de plus en plus ferme de Xi Jinping. «Il veut obtenir l'assimilation complète de toutes les minorités religieuses et ethniques», souligne William Nee. Il veut aussi éviter une répétition des attentats terroristes qui ont secoué le Xinjiang dans le passé. «Cette province se trouve au cœur de la nouvelle voie commerciale qu'il cherche à ouvrir entre la Chine et l'Europe dans le cadre de l'initiative des nouvelles Routes de la soie», précise-t-il. ■

L'avenir de l'accord de paix se jouera au second tour

COLOMBIE Le candidat de la droite dure est en tête du premier tour de la présidentielle, mais, et c'est historique, la gauche sera présente au second tour

Ivan Duque, candidat du Centre démocratique, opposé à l'accord de paix et poulain de l'ancien président et chantre de la *mano dura* Alvaro Uribe (2002-2010), a remporté le premier tour de l'élection présidentielle qui s'est tenu dimanche 27 mai. Mais avec 39,1% des voix, il n'a pas répété les exploits de son mentor, sous les mandats duquel les pires exactions du conflit ont été commises au nom de la lutte anti-guérilla et qui avait été élu deux fois de suite dès le premier tour.

Car, fait historique, Ivan Duque devra affronter le candidat de la gauche indépendante Gustavo Petro (25,08%) qui, avec son mouvement Colombie humaine, réussit ce tour de force de faire passer pour la première fois la gauche au second tour dans un pays historiquement dirigé par la droite.

Il faut aussi souligner que cette première élection présidentielle depuis l'accord de paix, signé en novembre 2016 par le président sortant et Prix Nobel de la paix Juan Manuel Santos avec l'ex-guérilla des Forces alternatives révolutionnaires de Colombie – devenue depuis la Force alternative révolutionnaire commune (Farc)

–, s'est déroulée dans un calme inédit et avec une participation qui a atteint 53%, presque un record dans un pays où l'abstention est une constante.

Surtout, Gustavo Petro a devancé de justesse le mathématicien Sergio Fajardo (23,7%) et sa coalition du centre, centre gauche et des Verts. Et ce sont donc les votes des partisans de cet ancien maire de Medellín et ancien gouverneur de la région d'Antioquia qui décideront sans aucun doute du vainqueur du second tour le 17 juin. Inspiré et soutenu par l'original Antanas Mockus, mathématicien lui aussi, qui fut un des premiers à vouloir dans les années 90 incarner un changement politique, Sergio Fajardo se bat contre la corruption et la classe politique traditionnelle et pour une meilleure éducation.

«Un nouveau pays»

«C'est un nouveau pays, deux candidats (Gustavo Petro et Sergio Fajardo) qui ont fait campagne sans parti et sans argent obtiennent 45% des suffrages», souligne ainsi le politologue Ariel Avila. Sachant que German Vargas Lleras, le candidat représentant la classe politique la plus traditionnelle avec son parti Changement radical, n'a en effet obtenu que 7,28%.

Sergio Fajardo, parti très tôt en campagne, sans jamais organiser de meeting, sans moyens mais avec

des milliers de volontaires, a longtemps été en tête des intentions de vote des Colombiens. Mais, il y a près de huit mois, il avait refusé l'alliance – et la primaire – que lui proposait Gustavo Petro et avait alors plongé dans les sondages. A l'annonce des résultats du 27 mai, devant ses partisans réunis sous la pluie sur la terrasse d'un centre commercial, il a annoncé continuer son combat contre la corruption, «le pire mal du pays», mais sans donner de piste sur la personne qu'il soutiendrait au second tour.

Du côté de chez Gustavo Petro, la foule réunie dans une salle de spectacles du centre de Bogota a mis longtemps à croire au succès de son candidat tant il semblait talonné par Sergio Fajardo. Puis, à l'annonce des résultats, elle a hurlé: «Unité! Unité! Unité!» Sur la scène, le premier candidat de gauche ayant réussi à aller aussi loin dans une course présidentielle colombienne a lancé: «Nous sommes la force libre de la citoyenneté. Nous avançons. Vous pouvez avoir la certitude que nous allons gagner, que l'histoire de la Colombie peut être changée» avant d'ajouter: «Maintenant, oui, le pluralisme peut être un des axes de la démocratie.»

A l'annonce des résultats, Ivan Duque, fort de ses plus de 39% a d'abord «remercié Dieu pour être là». Il a ensuite répété qu'il ne souhaitait pas «réduire en

miettes» l'accord de paix signé en novembre 2016 mais tout de même... le réviser. Le négociateur de l'accord de paix, Humberto de la Calle, prisonnier de lamentables rapports de force au sein du Parti libéral qu'il représentait comme candidat, n'a obtenu pour sa part que 2,06%.

Ancien maire de Bogota

Pour le second tour, Gustavo Petro, ancien guérillero du M-19, ancien sénateur et ancien maire de Bogota, a proposé publiquement une grande alliance pour la paix et contre les injustices sociales, sur la base d'un «accord sur les fondamentaux». Mais stigmatisé par les grands médias colombiens, il est présenté par ses détracteurs comme un «populiste de gauche» qui mènerait son pays à la ruine comme le Venezuela. Et beaucoup de Colombiens, au centre, voire même à gauche, sont encore loin d'être prêts à lui donner leurs suffrages. Les partisans naturels de l'accord de paix – Sergio Fajardo et Humberto de la Calle – vont-ils le rallier au second tour, ce qu'ils s'étaient refusé à faire au premier et ce qu'imploront de nombreuses voix sur les réseaux sociaux? Nul doute en tout cas que les négociations des jours qui viennent seront cruciales pour l'avenir du pays. n

ANNE PROENZA, BOGOTA
@anproenza

MAIS ENCORE

Présidente provisoire au Paraguay
Alicia Pucheto va présider de manière provisoire le Paraguay, une première dans ce pays sud-américain où l'accès des femmes aux responsabilités est un des plus faibles de l'Amérique latine. En tant que vice-présidente, elle va terminer le mandat du président Horacio Cartes, qui a démissionné avant le terme de son quinquennat. AFP

EN BREF

Brésil: les routiers poursuivent leur grève

De nombreuses routes brésiliennes restaient bloquées par des routiers en grève lundi, malgré les concessions du président, Michel Temer, pour tenter de mettre fin à ce mouvement qui paralyse le pays depuis une semaine. Les principaux représentants des routiers s'étaient pourtant dits prêts à lever les barrages après l'annonce dimanche par Michel Temer de mesures pour répondre à leurs revendications, en particulier une baisse significative du prix du diesel. AFP

L'Inde ignore les menaces américaines

L'Inde continuera à commercer avec l'Iran et le Venezuela malgré les menaces que font peser sur ses entreprises les sanctions américaines contre ces deux pays, a déclaré lundi la ministre des Affaires étrangères, Sushma Swaraj. Elle a ajouté que la politique extérieure de l'Inde n'était pas déterminée «sous la pression d'autres pays». AFP

Nucléaire: le président iranien ira en Chine

Hassan Rohani participera à un sommet en juin en Chine en présence de ses homologues chinois et russe. Cela en plein marathon diplomatique pour sauver l'accord sur le nucléaire, menacé par le récent retrait des États-Unis. AFP